

Solidaires



Première expression SUD en CTP de l'INRA ! mercredi 25 juin 2008

Branche INRA

Notre organisation syndicale effectue son entrée au CTP de l'INRA dans un contexte particulièrement tendu pour la Recherche Publique.

Après avoir bataillé 6 années pour la reconnaissance du syndicalisme SUD à l'INRA, nous ne pensions pas devoir aussitôt « remettre le couvert » pour défendre cette fois la seconde partie de notre raison d'exister « SUD Recherche EPST »!

Et personne ne s'étonnera de notre approche totalement Solidaires entre personnels des EPST sur la question aujourd'hui posée !

Nous nous sommes dès le départ inquiété de savoir si la Direction de l'INRA n'était pas destinataire d'une feuille de route identique à celle adressée par Madame Péresse aux directions de l'INSERM et du CNRS, en adressant un courrier ciblé sur cette question à la Présidence de l'INRA.

Sur ce coup, nous avons manqué de chance car la réponse adressée aux 4 syndicats de l'INRA début avril est semblable à ce qu'il resté coincé dans les tuyaux de l'informatique du siège !

Ensuite, vous nous avez épatés, Madame la Présidente, pour notre première participation au Conseil Scientifique National, début mai, en observant avec quelle « maestria » vous avez organisé la consultation de l'instance en flux tendu : les documents préparatoires étant transmis le 1^{er} mai, jour de fête du travail (« un clin d'œil sans doute au « travailler plus : »), et ceci pour une discussion dès le lundi de la reprise !

C'est donc passablement échaudé par ces premiers aléas que nous vous avons dressé à la mi-mai, en réponse à la proposition d'ODJ pour le CTP du début juin un message qui se voulait d'avertissement

Nous disions

« Vous comprenez que nous ne pourrions accepter d'apprendre par la presse, comme cela vient de se produire au CNRS, une réorganisation en profondeur, voire un démantèlement de l'INRA.

Si nous insistons sur ce point – précisions – nous - c'est qu'au vu de la situation d'ici le 12 juin, nous nous réservons la possibilité de ne pas siéger pour une pseudo-consultation s'il s'avère que notre établissement est, en coulisses, l'objet d'un traitement similaire »

Avouons que nous n'avions pas imaginé que ce soit la presse syndicale INRA sous la forme d'un interview de Madame Péresse, signé par la CFTC qui donne ensuite raison à nos craintes !

D'où le refus majoritaire des représentant-es du personnel de siéger le 12 juin.

Pour abréger, quoique la période a été fertile en événements dans l'intervalle, nous en venons directement au CTP ce jour : **nous constatons que l'absence de transparence demeure sur le processus engagé à l'INRA. Côté calendrier, on a cru comprendre que le rapport demandé par les ministères passait de fin juin... à fin juillet !**

Ce qui ne nous rassure pas davantage, au contraire même, tant nous connaissons ce qu'on appelle communément les « coups fourrés » de l'été !

Particulièrement attachés comme nous l'avons exprimé au début de l'intervention, à une prise en compte globale de la recherche publique, et instruits de l'expérience vécue par les collègues de l'INSERM et du CNRS, **nous sommes convaincus que l'INRA ne pourra pas s'en sortir, seul et indemne en tant qu'EPST, dans le cadre d'un « consortium » ou « holding » commandité par un Ministère qui cherche à jouer les organismes « les uns contre les autres », au même titre qu'il a déjà montré sa volonté de jouer les Universités contre les Etablissements !**

Syndicat SUD Recherche EPST branche INRA

Secrétariat : Domaine de la Motte, INRA, 35650 LE RHEU

mél : contactinra@sud-recherche.org - Tél : 02 23 48 51 35 ou 02 23 48 52 15

<http://www.sud-recherche.org/>

Nous partageons l'exigence d'une remise à plat de l'ensemble du dispositif de Recherche Publique, enseignement supérieur et EPST.

Et si le gouvernement maintient sa volonté de tenir un second Conseil d'Administration conclusif du CNRS dans les prochaines semaines, c'est toute la recherche qui doit, à nouveau, l'empêcher de se tenir

Outre les demandes fortes exprimées dans le message commun aux agents de l'INRA ce début de semaine, vous nous permettrez d'y ajouter, en quelques mots, 2 motifs supplémentaires de manifester notre mécontentement à l'occasion de ce CTP :

- **la persistance de conditions précaires d'exercice de nos mandats de représentant-es du personnel à l'INRA** : en dépit de la reconnaissance de la représentativité et du résultat des élections aux CAPN, il nous a fallu attendre ce mois de juin pour obtenir les temps de décharge syndicale nécessaires au suivi de nos nouveaux engagements dans les instances. Et alors même que les délégué-es dans les instances sont appelés à siéger cette fin de semestre, la branche INRA doit se contenter de camper dans le hall de la DG, étant toujours SDF au siège !
- **et concernant les sujets à l'ODJ de ce CTP, la CNAS (Commission Nationale d'Action Sociale) a tenu, sans invitation de notre syndicat, une réunion extraordinaire fin mars pour préparer le point «actualisation de la politique sociale» prévu de longue date à l'ODJ de ce CTP.**
Ne nous dites pas qu'à l'époque la présence de SUD n'y était pas acquise ou que la composition de la commission CNAS ne le permettait pas (car en l'absence de tout délégué de la CFDT, le syndicat a quand même pu se faire représenter à cette occasion).

Nous pourrions énoncer d'autres motifs de colère, mais tout ceci nous semble à relativiser lorsque le devenir même de nos établissements est sur la sellette.

Et nous aurons l'occasion de revenir sur les difficultés de la concertation à l'INRA lorsque la situation se sera, espérons-le, rapidement, apaisée.

Nous concluons donc en résumant nos exigences du jour :

- **pas de processus concernant le devenir de l'INRA, des EPST en général, durant l'été.**
- **Pas de chantage sur le registre « des moyens pour le budget 2009 » en contre partie de la soumission à la politique imposée par le gouvernement.**
- **Remise à plat de tout le dispositif de Recherche publique, et ceci à l'échelon du Ministère.**

Ce seront aussi les points essentiels portés par l'intersyndicale qui sera reçue par Madame Pécresse demain.

Nous savons, Madame Guillou, qu'en tant que Présidente de l'INRA, vous n'avez pas la maîtrise sur la globalité de ces questions. Et ce serait même sans doute un leurre de le laisser croire. Ce qui explique la décision de la délégation SUD-Recherche de ne pas siéger, à nouveau, ce matin, sur les points que vous avez mis à l'ODJ de ce CTP.

Dans le court débat qui a suivi, nous avons précisé à Madame la Présidente, qui tentait d'ironiser sur le danger d'appeler à «une mise à plat», que c'était bien toute la politique menée ces dernières années via les lois « LOPRI » et « LRU », les outils « ANR » et « AERES » que nous visions... ce sont eux qui ont déjà bien mis à mal la recherche publique !

Enfin, nous sommes revenus sur la méthode autoritaire de ce gouvernement, qui ne se contentaient pas de mettre les structures en concurrence, mais jouaient aussi sur les ambitions personnelles des acteurs, à l'Université comme dans les EPST... avec comme règle : « les meilleurs (les plus agressifs ?) sortiront du lot »

A lire aussi, le message commun aux 4 syndicats, déjà adressé au personnel
Branche INRA de SUD-Recherche-EPST - JUIN 2008

Syndicat SUD Recherche EPST branche INRA

Secrétariat : Domaine de la Motte, INRA, 35650 LE RHEU

mél : contactinra@sud-recherche.org - Tél : 02 23 48 51 35 ou 02 23 48 52 15

<http://www.sud-recherche.org/>